

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 13 - 16 février 2001

SCHÉMAS DE STRATÉGIE DE PAYS

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2001/7/1
22 décembre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

SCHÉMA DE STRATÉGIE DE PAYS— NICARAGUA

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Attaché de liaison principal, Région Amérique latine et Caraïbes (OLC): Mme G. Segura tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Le Nicaragua est un pays à faible revenu et à déficit vivrier où l'apport énergétique journalier moyen représente approximativement 80 pour cent du minimum recommandé par l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS). L'indicateur de développement humain est de 0,643, ce qui classe le Nicaragua au 116^{ème} rang sur les 174 pays pris en compte dans le rapport du PNUD de 2000 sur le développement humain. L'indicateur sexospécifique du développement humain pour la même période est de 0,632.

Il s'agit du premier schéma de stratégie (SSP) présenté au Conseil pour ce pays. Les destructions laissées derrière lui par le cyclone Mitch en mai 1998, qui ont suivi une période prolongée de sécheresse due à El Niño, nécessitent une stratégie de redressement et de reconstruction des régions les plus touchées dans le cadre d'une action concertée.

Le taux de croissance démographique du pays est de 2,72 pour cent l'an, soit l'un des plus élevés de la région (voir annexe I, tableau 1), ce qui ne fait qu'aggraver les problèmes d'éducation: 29,8 pour cent des hommes et 28,5 pour cent des femmes de plus de 15 ans sont analphabètes (dans les zones rurales, ces taux s'élèvent à 46,6 et 45,9 pour cent, respectivement) (tableau 2B). Le niveau d'instruction moyen national est bas: cinq ans de scolarité, et moins encore dans les zones rurales (tableau 2A).

Un enfant de moins de cinq ans sur quatre souffre de malnutrition chronique (tableau 3); les taux de mortalité infantile sont parmi les plus élevés de la région: 40 pour 1 000 naissances vivantes dans les zones urbaines et 51,1 dans les zones rurales en 1998 (tableau 4). Les taux de mortalité maternelle sont aussi élevés; selon une étude menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF, la mortalité maternelle serait de 125 pour 100 000 naissances en 1999 (tableau 5). La même étude mentionne toutefois que le taux pourrait atteindre maintenant 200 pour 100 000 naissances. Cette situation est due essentiellement à un accès insuffisant à l'alimentation, à de mauvaises habitudes de consommation et à un accès limité aux services de base, notamment à l'eau et à l'assainissement (tableau 6).

Le produit national brut (PNB) était de 2,394 milliards de dollars E.-U. en 1999, soit un revenu par habitant de 485 dollars, ce qui situe le Nicaragua à l'avant-dernier rang en Amérique latine. Ces données nationales cachent une distribution très asymétriques des revenus: 50 pour cent de la population ne gagne que 14,5 pour cent du PNB, le centile le plus riche en gagne 45 pour cent. En 1999, le salaire minimum dans le secteur agricole ne couvrait que 32 pour cent du coût de l'assortiment alimentaire de base.

Compte tenu des stratégies adoptées par le gouvernement pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté, des objectifs de la politique visant à favoriser le développement et de l'analyse de la vulnérabilité en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, les activités du PAM au Nicaragua seront concentrées dans les régions situées au nord et au centre-sud du pays (annexe II, carte 1), identifiées comme étant les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Dans ces zones, les femmes rurales et les enfants ainsi que les paysans sans terre sont les plus



vulnérables et les plus défavorisés pour accéder aux ressources. Afin d'aider ces personnes à vaincre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, des investissements considérables seront nécessaires afin de:

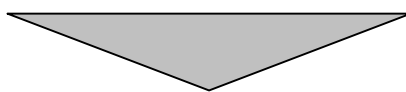
- permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes;
- Permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation;
- Atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature;
- Permettre aux ménages qui sont tributaire de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Le programme de pays qui doit être présenté en mai 2001, prendra en compte les observations du Conseil. L'intensification des activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) permettra de cibler de manière plus précise les ménages pauvres. L'expansion et le transfert de ce mécanisme au gouvernement sera une activité importante de ces cinq prochaines années.

Le PAM participe activement au processus de bilan commun de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Toutes les institutions des Nations Unies sont convenues d'un cycle harmonisé (2002-2006).

Les défis fondamentaux que le gouvernement et le PAM auront à relever ces cinq prochaines années seront d'assurer la mise en œuvre et la continuation des modalités prévues dans cette stratégie, ainsi que dans la stratégie de lutte contre la pauvreté et la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle du gouvernement.

Projet de décision



Le Conseil approuve le Schéma de stratégie de pays pour le Nicaragua (WFP/EB.1/2001/7/1) et autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, qui devrait tenir compte des observations du Conseil.



L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LES PAUVRES QUI SOUFFRENT DE LA FAIM

Insécurité alimentaire à l'échelon national

1. **Disponibilités alimentaires.** Bien que son économie repose essentiellement sur l'agriculture, le Nicaragua n'a pas encore réussi à produire la totalité des denrées alimentaires dont il a besoin en appliquant les technologies appropriées et en prenant les mesures d'encouragement voulues en faveur des agriculteurs. Pendant la campagne agricole 1998/99, la production céréalière a été de 531 000 tonnes, alors que les besoins de la consommation de céréales étaient de 568 000 tons environ (tableau 7). La production céréalière de base par habitant est passée d'environ 100 kilogrammes en 1990 à 140 kilogrammes en 1998 (tableau 8). Cette hausse est due à l'expansion des superficies cultivées qui sont passées de 454 500 hectares en 1990 à 751 248 hectares en 1998, une stratégie qui s'est déjà traduite par un taux critique de conversion des forêts et des pâturages en terres agricoles.
2. Avec un sol relativement plus riche et un territoire moins peuplé que dans les pays voisins d'Amérique centrale, les rendements en maïs (moins de 1 200 kilogrammes/hectares) et en haricots (moins de 800 kilogrammes/hectares) sont nettement inférieurs du fait de l'intensité relative des pratiques culturales et du faible niveau de la technologie utilisée.
3. Dans les années 90, le Nicaragua a dû importer, en moyenne, 7,5 pour cent des haricots, 4,6 pour cent du maïs et 32,4 pour cent du riz dont il avait besoin. Le pays est presque totalement tributaire des importations pour faire face à ses besoins en farine de blé; il importe 25 pour cent de son lait et 79 pour cent de ses besoins en huile. De 1990 à 1996, les importations d'aide alimentaire ont atteint, à certaines périodes, l'équivalent de 40 à 50 pour cent des niveaux normaux de sa production céréalière. De 1990 à 1999, les importations au titre de l'aide s'élèvent au total à 893 346 tonnes de maïs, blé, riz et haricots, dont 106 173 tonnes, soit 11,9 pour cent de l'ensemble des importations, ont été fournies par le PAM (tableaux 9 et 10).
4. **Accès à l'alimentation.** Dans l'ensemble des zones rurales, les ménages tirent leurs aliments et leurs revenus de trois grandes sources. La production végétale fournit environ 51 pour cent de la totalité des aliments et des revenus, la production animale 24 pour cent, et les activités non agricoles 25 pour cent. Les aliments et les revenus des ménages d'agriculteurs ruraux sont très variables, et sont fonction de la disponibilité des terres (20 pour cent ont accès à des parcelles de moins de 0,7 hectare), du nombre d'adultes économiquement actifs dans le ménage, de la propriété d'animaux (53 pour cent n'en possèdent pas), et des possibilités de participer au marché. Plus de 44 pour cent des familles d'agriculteurs louent la terre qu'elles exploitent.
5. L'accès à l'alimentation est très différent selon le sexe. Les réformes agricoles entreprises ces dernières années ont été réparties de manière inégale entre les hommes et les femmes: dans la région pacifique, 13 pour cent seulement des terres distribuées dans le cadre de la réforme ont été attribuées aux femmes, 12 pour cent dans les départements du centre et à peine quatre pour cent dans la région atlantique.
6. On constate la même discrimination au niveau de la propriété agricole. Les exploitations appartiennent normalement au chef du ménage, qui dans 81,5 pour cent des cas est un homme. Lorsque les femmes ont droit à l'exploitation, cela ne veut pas dire nécessairement



qu'elles reçoivent les autres ressources qui reviennent à l'unité de production. Par exemple: 64 pour cent des crédits accordés aux ménages dirigés par des femmes reviennent réellement aux femmes, alors que 99 pour cent des crédits accordés aux ménages dirigés par des hommes sont reçus par des hommes.

7. Selon l'Etude de la mesure des niveaux de vie menée en 1998, les femmes sont à la tête de 28 pour cent de la totalité des ménages, dont 33 pour cent sont des ménages monoparentaux dans les zones urbaines et 41 pour cent dans les zones rurales. Pour les ménages dirigés par des hommes, ces mêmes chiffres sont de deux pour cent, tant dans les zones urbaines que rurales. Cette situation confirme la notion que les ménages dirigés par des femmes sont généralement plus exposés que ceux dirigés par des hommes parce qu'ils ont souvent moins de membres économiquement actifs et moins de possibilités de revenus. On constate aussi que, dans les ménages dirigés par des femmes, les taux d'instruction sont relativement plus bas et les taux de dépendance économique plus élevés.
8. Dans approximativement 45 pour cent de la totalité des ménages agricoles il y a au moins un travailleur migrant ayant une activité non agricole. Un cinquième des travailleurs migrants permanents vivent hors du Nicaragua et envoient de l'argent à leurs familles. Dans au moins 12 pour cent des ménages ruraux, il y a un travailleur migrant temporaire, dont la majorité a une activité non agricole rémunérée à la journée, et un cinquième se trouve à l'étranger.
9. **Utilisation des aliments.** Pour la période 1994-98, le régime alimentaire journalier moyen s'établit à 1 790 kilocalories et 43 grammes de protéines. L'OPS/OMS recommandent une consommation moyenne par habitant de 2 155 kilocalories et de 54 grammes de protéines. Le déficit vivrier national est donc de 365 kilocalories par habitant en moyenne.
10. Les aliments de base du régime alimentaire des Nicaraguayens sont le riz, les haricots rouges, les *tortillas* de maïs, le *cuajada* (fromage frais), le café, le lait, le sucre et l'huile. Ces produits sont relativement riches en énergie et protéines, mais moins en vitamines et sels minéraux. La consommation de volailles et de viande est fondamentalement déterminée par le revenu du ménage, alors que la faible consommation de légumes, légumineuses et fruits est due au manque d'habitude et à des tabous. Lorsque les légumes sont utilisés, ils sont souvent tellement cuits qu'ils ont perdu la plupart des vitamines et sels minéraux. En temps de crise, le régime alimentaire est réduit au riz et aux *tortillas*, et l'on n'achète pas de haricots, la principale source de protéines. Dans la région atlantique, les habitudes de consommation alimentaire sont différentes du reste du pays; les tubercules et les bananes occupent une place importante dans le régime alimentaire, et l'huile de cuisson utilisée de préférence est l'huile de coco, ce qui n'est pas le cas ailleurs dans le pays.
11. **Commercialisation des produits alimentaires.** Les marchés de détails existent dans l'ensemble du pays, mais les études suggèrent que le coût d'acheminement des produits alimentaires jusqu'au marché est relativement élevé, et qu'il y a donc peu d'incitations à produire et à vendre un excédent de céréales de base. On estime que 50 pour cent seulement du maïs produit atteint les marchés. Les facteurs clés du coût élevé des produits alimentaires sont le mauvais état des routes d'accès aux marchés et les carences des transports publics, notamment dans les départements de la côte atlantique et dans les régions montagneuses.
12. Au niveau du commerce de gros, la présence croissante d'acheteurs de céréales en gros dans les régions du nord et du centre commence à faciliter les exportations de céréales et de haricots au moment de la récolte afin de répondre à la demande relativement forte en El Salvador et au Honduras. Ces acheteurs construisent aussi des installations d'entreposage



dans le pays. Par ailleurs, l'exportation de produits laitiers, notamment vers El Salvador, est en augmentation.

Insécurité alimentaire à l'échelon sous-national

13. Il y a une très grande différence d'accès à l'alimentation entre les zones urbaines et rurales. Selon les données nutritionnelles et les enquêtes sur le revenu des ménages et la pauvreté, l'accès à l'alimentation dans les zones urbaines est nettement meilleur que dans les zones rurales, où la consommation moyenne représente 55 pour cent de la consommation urbaine (tableau 12).
14. Les départements avec la plus forte production de cultures de base (totale et par habitant) sont les suivants: Matagalpa, Jinotega, Boaco, Chontales et Río San Juan, situés surtout dans les zones montagneuses de l'intérieur. En ce qui concerne les cultures commerciales, la baisse tendancielle nationale est le reflet de l'effondrement de la production cotonnière au milieu des années 70 du fait de la chute des cours internationaux et des coûts de production élevés, et ne montre pas les fortes hausses enregistrées grâce à une stratégie de diversification, impliquant le café, le soja, les arachides, la canne à sucre et le sésame, notamment dans les départements de León, Rivas, Chinandega and Masaya. La production de cultures commerciales est minime dans les départements de Chontales, Río San Juan, la Région autonome atlantique nord (RAAN) et la Région autonome atlantique sud (RAAS), où l'accès routier et les transports créent de grandes difficultés (tableau 11).
15. La consommation totale annuelle des ménages ruraux, qui est le reflet des revenus du ménage, est la plus basse dans les départements de RAAN, Madriz, Nueva Segovia, Chontales, Jinotega, Matagalpa, Boaco et Río San Juan, où elle se situe partout au-dessous du niveau moyen de consommation rurale (265,75 dollars) (tableau 12). C'est également dans ces départements que l'on a relevé les plus forts pourcentages de population définie comme extrêmement pauvre: RAAN (67 pour cent), Chontales, Jinotega et Río San Juan (53 pour cent), Madriz (52 pour cent), Boaco (51 pour cent), RAAS et Nueva Segovia (50 pour cent) (tableau 13).
16. Les taux de malnutrition, en corrélation étroite avec le niveau de revenu et l'accès à l'alimentation, confortent généralement l'image fournie par les données sur la pauvreté et la consommation. Les sept départements où l'on a observé les taux les plus élevés de malnutrition chronique infantile en 1999 sont: Madriz (47,3 pour cent), Jinotega (36,3 pour cent), Nueva Segovia (31,8 pour cent), RAAN (30,5 pour cent), Matagalpa (30,2 pour cent) and Chinandega (25,7 pour cent) (tableau 3).
17. **Vulnérabilité aux chocs.** Des 28 catastrophes les plus graves qui ont eu lieu en Amérique latine et aux Caraïbes entre 1972 et 1998, neuf se sont produites au Nicaragua (quatre chocs climatiques, trois tremblements de terre/éruption volcanique, et deux conflits civils). Ce sont les sécheresses, les inondations et les cyclones qui ont eu les effets les plus dévastateurs sur les populations les plus pauvres dans les zones rurales. Tous les ans, il y a plus de 25 pour cent de risque de pertes agricoles substantielles dues à la sécheresse dans la zone qui commence à la pointe nord du Lac Nicaragua et s'étend au nord et à l'ouest jusqu'aux départements d'Estelí et de Madriz. Les cyclones peuvent s'abattre sur la presque totalité du pays. Le cyclone Mitch, qui a dévasté le Nicaragua en 1998, a fait quelque 800 000 sinistrés et causé des dégâts évalués à plus de un milliard de dollars, et la perte de 50 pour cent de la récolte annuelle totale de haricots, 20 pour cent de celle de maïs et 30 pour cent de celle de riz.
18. Cette exposition inéluctable à des dangers naturels répétés fait que le pays et sa population ont beaucoup de mal à se remettre d'une catastrophe avant qu'une autre ne s'abatte sur eux. Les capacités à faire face sont encore réduites par le fait que le Nicaragua



est un pays à faible revenu, un pourcentage important de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

La population cible

19. Selon un étude ACV des données existantes, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au Nicaragua est concentrée principalement dans les zones rurales où les problèmes clés sont le manque d'accès aux services de base et de production, la faible productivité, et l'insuffisance des infrastructures en termes de routes, de silos et de moyens de transport, ce qui limite l'accès aux marchés pour les activités économiques.
20. Les zones où l'on enregistre les taux de consommation les plus bas sont notamment: RAAN, Madriz, Jinotega, Río San Juan et Nueva Segovia. Sauf Chontales, qui est plus pauvre que Río San Juan, il s'agit également des départements où les niveaux de pauvreté extrême sont les plus élevés. Les zones où la sécheresse est la plus fréquente et a une incidence sur la production locale, sont Madriz, Nueva Segovia, Estelí, Matagalpa et Jinotega. L'accès difficile aux routes et aux marchés est un élément que l'on retrouve partout dans la moitié est du pays et dans les zones montagneuses au nord et au centre (Nueva Segovia, Madriz, Estelí, Jinotega). Les taux de malnutrition les plus élevés se rencontrent dans les départements de Chinandega, Madriz, Jinotega, Nueva Segovia, RAAN et Matagalpa. Compte tenu de ces éléments, on considère que Madriz, Nueva Segovia, Jinotega, RAAN, Chinandega, Chontales et Río San Juan sont comme les départements les plus exposés à l'insécurité alimentaire (voir annexe II, carte 1).
21. Certaines catégories de ménages vivant dans ces zones sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire que d'autres. Il s'agit notamment des ménages ruraux sans terre ou avec un accès limité à la terre, et des ménages monoparentaux, en particulier ceux dirigés par des femmes.
22. Les sept départements les plus vulnérables cités au paragraphe 20 compteraient, en 2000, 1 512 500 habitants, soit 30 pour cent de la population totale du Nicaragua. On estime que 15 à 20 pour cent de ces personnes appartiennent à des ménages monoparentaux. Vingt pour cent des ménages ayant accès à la terre (environ 50 pour cent des ménages ruraux) disposeraient de moins de 0,7 hectare.

PRIORITES ET POLITIQUES DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Politiques générales

23. La *Stratégie de réduction de la pauvreté*, annoncée par le gouvernement en août 2000, identifie les quatre facteurs principaux qui sont à l'origine du bas niveau des revenus et de la productivité des pauvres au Nicaragua: 1) l'effondrement de l'économie dans les années 80; 2) l'accès limité à l'emploi et à l'infrastructure; 3) l'insuffisance des services de base comme l'enseignement et la santé; et 4) l'exposition sans répit aux catastrophes naturelles. Les stratégies clés énoncées pour lutter contre cette situation sont notamment:
 - poursuite de la modernisation de l'Etat;
 - promotion de l'égalité à l'égard des femmes rurales, des groupes autochtones et des populations dans les régions atlantiques;
 - transparence;



- participation accrue de tous les membres de la société nicaraguayenne à l'action stratégique.

Politiques de sécurité alimentaire

24. Une *Politique nationale en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle* a été présentée le 16 octobre 2000 pour marquer la Journée mondiale de l'alimentation. Les principales stratégies identifiées pour améliorer la sécurité alimentaire sont notamment: la création d'emplois dans les zones rurales, l'amélioration de l'accès à la terre, la diversification des modes de production, le renforcement de l'infrastructure commerciale et la modification des habitudes de consommation grâce à l'éducation. Le PAM continuera d'apporter son appui au gouvernement dans le processus qui sera mis en œuvre à cet effet. La programmation du PAM mettra l'accent sur l'augmentation de la production vivrière et l'aide aux groupes vulnérables afin d'en améliorer la santé, la nutrition et l'éducation.

Politiques d'aide alimentaire

25. En ce qui concerne une politique d'aide alimentaire, le gouvernement estime que l'aide alimentaire devrait se limiter aux importations qui ne sont pas en concurrence avec la production locale. En conséquence, l'aide alimentaire diminue depuis 1997, et une portion de plus en plus élevée est utilisée à titre d'aide alimentaire directe aux secteurs de la population qui vivent dans une extrême pauvreté ou ont été victimes de situations d'urgence. Selon le Ministère de l'agriculture et des forêts, les dons de produits alimentaires devraient encore diminuer.
26. L'aide alimentaire par programme fournie par les Etats-Unis et l'Union européenne est essentiellement ciblée pour monétisation. Les fonds ainsi obtenus sont utilisés pour financer des projets spécifiques convenus au préalable avec le donateur. En 1998, 130 projets d'une valeur totale de 23 millions de dollars ont été ainsi réalisés. Plus de 50 pour cent des produits ont été attribués à des projets liés à l'infrastructure économique et 12 pour cent au secteur social.
27. Le gouvernement a souscrit aux *Engagements en faveur des femmes* énoncés lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et a aussi participé au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, s'engageant à réduire le niveau de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le pays. Selon un rapport du Ministère de l'agriculture et des forêts et du Secrétariat pour l'action sociale, le gouvernement s'attache à respecter ses engagements et a réalisé des progrès dans ce sens. L'impact, toutefois, est limité du fait de la durabilité des problèmes. Le Ministère de la santé a formulé un Plan national de micronutriments pour 1996-2000, ciblant les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les femmes chefs de ménage et les familles marginalisées, qui comporte l'enrichissement des aliments avec du fer, de la vitamine A et du iode, et fournit une thérapie de déparasitage aux enfants âgés de deux à 12 ans.

EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS PAR LE PAM A CE JOUR

28. L'aide du PAM au Nicaragua a démarré en 1979 et a suivi deux démarches différentes:
- la première est axée principalement sur les situations d'urgence;
 - la seconde sur les projets de développement, entrant dans quatre catégories différentes:
 - a) aide aux programmes de santé et d'éducation;
 - b) appui à la réintégration productive



des personnes déplacées par la guerre; c) promotion du développement du secteur laitier; d) relèvement de la production dans les zones marginales.

Efficacité du ciblage (aide alimentaire): projets destinés aux groupes vulnérables

29. L'aide a visé essentiellement les groupes vulnérables, notamment les enfants à risque nutritionnel, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et les ménages ruraux pauvres. Les projets ont bénéficié à quelque 400 000 enfants et 160 000 familles vivant dans l'isolement social et l'insécurité alimentaire. La sélection des bénéficiaires a reposé sur de critères de pauvreté et de déficit vivrier. Cependant, le perfectionnement de l'ACV, permettra d'améliorer les techniques et les méthodologies de ciblage et de sélection des populations qui ont besoin d'aide. La mise en œuvre par des organisations partenaires risque de limiter la sélection des bénéficiaires, mais celles-ci, grâce à leur présence sur le terrain, contribuent à élargir la couverture du projet. Dans les zones ciblées où les ONG ne sont pas présentes ou n'ont pas les capacités nécessaires pour mettre en œuvre les activités du PAM, le gouvernement, par l'intermédiaire de ses unités d'exécution du projet du PAM, a réalisé des activités en collaboration avec d'autres services gouvernementaux en place.

Efficacité du ciblage (aide alimentaire): opérations d'urgence

30. Les interventions ont toujours étaient rapides, mais des faiblesses sont apparues au niveau des méthodes utilisées pour identifier les populations ayant besoin d'aide. Dans la plupart des cas, l'aide a été fournie aux bénéficiaires des organisations partenaires du PAM, ce qui confirme la nécessité d'élaborer des méthodes pour améliorer le ciblage en termes géographiques et sociaux dans les délais fixés.

Efficacité du ciblage (réalisations et durabilité): projets d'alimentation scolaire

31. L'alimentation scolaire a eu pour impact majeur le développement des capacités et des connaissances des enfants d'âge préscolaire et des élèves des premières classes d'enseignement primaire dans les centres ruraux pauvres. Le PAM a travaillé dans des zones marginales et avec des groupes marginaux. L'aide fournie a permis de couvrir au moins 50 pour cent des besoins énergétiques et protéiques de ces enfants. On a constaté des améliorations aux niveaux suivants: a) le nombre des enfants qui restent inscrits dans les écoles; b) la fréquentation préscolaire de la communauté (de 10 pour cent en 1990 à 50 pour cent en 1998); c) l'application et l'attention des élèves pendant la classe. Il n'a pas été possible d'accéder aux informations sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, mais les données relatives à l'achèvement de l'année scolaire sont encourageantes. Par exemple, en 1998 près de 95 pour cent de la population scolaire inscrite dans des programmes d'éducation primaire de base a terminé l'année scolaire. L'enseignement primaire au Nicaragua couvre 75 pour cent de la population enfantine, l'un des taux les plus bas de l'Amérique centrale. La fréquentation préscolaire dans les zones rurales est de 26 pour cent pour les garçons et de 46 pour cent pour les filles.
32. Dans le cadre du projet Nicaragua 4515.01, 30 pour cent des enfants recevant des aliments dans les centres communautaires ont moins de deux ans; nombre d'entre eux présentent des signes de malnutrition lorsqu'ils commencent à fréquenter ces centres communautaires. Selon des enquêtes spécialisées, la grande partie des facultés et aptitudes développées plus tard sont acquises pendant les deux premières années de la vie, et la ration alimentaire fournie aux enfants dans ces centres est un élément important pour leur



croissance et leur développement. Néanmoins, l'attention accordée à ce groupe critique des enfants de six mois à deux ans est très insuffisante.

Efficacité du ciblage (réalisations et durabilité): projets vivres-contre-travail

33. **Adoption de nouvelles techniques et modifications des modes de comportement et d'attitude des familles vis-à-vis des relations entre hommes et femmes au sein du ménage.** L'aide alimentaire a permis d'introduire de nouvelles connaissances et pratiques dans l'environnement des familles en situation d'insécurité alimentaire. De plus, l'aide alimentaire devient plus durable lorsqu'elle est accompagnée d'activités d'éducation et de formation. L'amélioration des modes de cuisson, la diversification des régimes alimentaires des enfants et l'adoption de nouvelles habitudes alimentaires et hygiéniques ont été favorisées par la fourniture d'aide alimentaire.
34. En matière de production rurale, ces connaissances nouvellement acquises ont permis aux hommes et aux femmes d'adopter de nouvelles techniques de production, liées notamment à la conservation des eaux et des sols. Les populations rurales ont ainsi valorisé leurs petites parcelles et se sont engagées dans de nouvelles activités que leurs maigres ressources ne leur auraient pas permises. Le travail en partenariat est un autre facteur qui a permis toutes ces réalisations, les partenaires d'exécution ayant apporté des connaissances et des ressources supplémentaires. La continuité et la durabilité de ces partenariats dépend de la clarté avec laquelle ils sont définis et formalisés au démarrage de l'aide du PAM.
35. **Promotion de la participation communautaire.** L'aide alimentaire a fortement encouragé les populations bénéficiaires à participer aux activités communautaires. La participation accrue des femmes dans l'organisation et la gestion des produits alimentaires les a aidées à prendre conscience de l'importance de la nutrition et de l'hygiène et à acquérir de nouvelles compétences et connaissances. Les activités de construction d'infrastructures communautaires ont permis de mettre en œuvre et de promouvoir des programmes d'organisation communautaire laissant un rôle de premier plan aux femmes. Ces efforts devraient être améliorés et systématisés.
36. **Relance de la production et mise en place d'autres activités créatrices de revenus pour les familles pauvres.** L'aide a été principalement fournie au titre du programme vivres-contre-travail qui a créé des emplois temporaires pour plus de 300 000 personnes. C'est ainsi que 42 000 hectares de terres marginales ont pu être remises en état et intégrées dans la production des petites exploitations. Un programme de crédit supplémentaire a permis d'accorder des crédits à des milliers de familles afin d'améliorer les capacités de production et les infrastructures; 31 pour cent des participants sont des femmes.
37. Les liens établis entre les activités du PAM et d'autres activités ayant un rapport direct avec le développement économique et productif à long terme ont été fondamentaux pour assurer la durabilité de ces activités. Le problème principal est d'atteindre les populations à risque élevé d'insécurité alimentaire qui ne reçoivent aucune aide du fait de la difficulté d'accès matériel, de faiblesses de l'organisation et/ou de l'absence d'entités d'exécution.
38. **Construction et relèvement de l'infrastructure.** Ces activités ont contribué à créer des emplois dans les zones rurales, à renforcer l'organisation communautaire et à améliorer des ouvrages non financés par d'autres programmes gouvernementaux. Les femmes ont participé à 38 pour cent des activités, et notamment: la construction ou l'amélioration de quelque 20 000 kilomètres de routes rurales, de près de 600 systèmes communautaires d'adduction d'eau potable, de plus de 15 000 logements et centres communautaires, et d'environ 1 000 écoles. Un appui financier a été fourni pour planter 30 000 hectares de



céréales de base. L'aide alimentaire a contribué à relancer le réseau des installations d'entreposage et de production du secteur laitier dans la région centrale du pays.

39. La durabilité des investissements dans l'infrastructure et l'aptitude des bénéficiaires à organiser les tâches d'entretien nécessaires sont des questions qui demandent à être évaluées de manière appropriée. On a constaté, dans certains cas, que ces investissements seraient abandonnés si l'aide était retirée. L'une des causes d'une telle situation c'est la participation insuffisante de la communauté au niveau de la détermination et de l'ordre de priorité des investissements et de la sélection et de la définition des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Un autre élément fondamental à cet égard est d'associer les bénéficiaires aux efforts ultérieurs qui permettront de mettre en place des activités de suivi.
40. **Enseignements tirés du cyclone Mitch.** Compte tenu de l'ampleur des dégâts provoqués par le cyclone, du volume de l'aide fournie et de la mobilisation des ressources humaines après la tragédie, il est utile de tirer les principaux enseignements de cette expérience. Notamment, l'aide fournie après le cyclone a montré que la coordination avec d'autres acteurs est possible lorsqu'il existe un but commun. Cette coordination facilite l'aide et apporte de la souplesse aux modes d'exécution.
41. Les stocks alimentaires en place dans les différents projets ont permis d'intervenir rapidement dans cette situation d'urgence malgré l'énormité des besoins. Le PAM a joué un rôle de chef de file dans la distribution des vivres et dans la centralisation des autres actions comportant des secours d'urgence. Ce rôle devrait se poursuivre alors que le PAM s'engage dans des activités de reconstruction et de relèvement.

Evaluation générale du programme

42. **Elaboration d'une approche intégrant la problématique hommes-femmes conformément aux Engagements du PAM en faveur des femmes.** Le PAM s'est particulièrement attaché à ce que les femmes aient davantage accès aux divers sortes de secours distribués et puissent mieux les contrôler. Toutefois, la problématique hommes-femmes n'a pas toujours été intégrée comme il convient dans les différents projets. Les questions de prise de décisions, de gestion et de contrôle des moyens de production par les femmes n'ont pas été suffisamment pris en compte.
43. Les projets productifs ont été axés davantage sur les agriculteurs que sur les unités familiales. Les actions mises en place actuellement sont orientées sur l'unité familiale, en accordant une place particulière au rôle des femmes. De nombreux projets ont obtenu des améliorations substantielles en faisant participer les femmes à la gestion des denrées alimentaires dans le ménage et à la cuisine dans les centres communautaires, ainsi que dans les activités de formation. Ces résultats sont dus principalement aux efforts déployés par les unités de gestion et d'exécution du partenaire. Ces unités ont aussi augmenté le nombre de femmes dans leur propre personnel et l'un des trois directeurs nationaux est une femme.
44. Les données des projets antérieurs n'ayant pas été systématiquement ventilées selon le sexe, il n'y a pas de chiffres spécifiques quant au nombre de femmes bénéficiaires ou aux ressources attribuées spécifiquement à des femmes dans le passé. Néanmoins, dans le cadre des Engagements du PAM en faveur des femmes, les bases de données sont maintenant ventilées selon le sexe dans trois projets. L'examen des systèmes de suivi et d'évaluation ainsi que des instruments de collecte des informations en sera facilité, ce qui permettra d'assurer que des informations qualitatives et quantitatives sont rassemblées, notamment des éléments facilitant une analyse différenciée par sexe.
45. Par ailleurs, une enquête a été menée, dans le cadre de l'ACV, sur l'inégalité entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès aux services et aux biens. On a pu ainsi déterminer les informations ventilées par sexe et zones géographiques (urbaines et rurales)



disponibles dans le pays et déceler les lacunes. Cela servira de lignes directrices pour intégrer la problématique hommes-femmes dans les actions futures des institutions qui génèrent les informations. Le Nicaragua faisant partie des pays où la disparité entre les sexes dépasse 25 pour cent, 60 pour cent des ressources du programme de pays seront consacrées aux femmes et aux filles.

ORIENTATION FUTURE DE L'AIDE DU PAM

Population cible et ciblage géographique

46. La stratégie du PAM pour le Nicaragua met la famille au centre de l'aide fournie, en premier lieu aux ménages dirigés par des femmes.
47. En vertu du concept selon lequel l'aide du PAM ne doit être fournie que lorsque la consommation alimentaire ne permet pas d'assurer de bonnes conditions de santé et de productivité, le SSP pour le Nicaragua propose de concentrer les activités de développement dans les zones habitées par les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire et à des problèmes d'environnement. Selon une étude ACV qui tient compte de la cartographie de la pauvreté et des estimations de consommation, de l'accès à l'alimentation et aux services, du risque de sécheresse et de la malnutrition, les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire se trouvent en général dans les zones rurales, et en particulier les départements suivants: Nueva Segovia, Madriz, Jinotega, Chinandega, RAAN, Chontales et Río San Juan (voir annexe II, carte 1). Comme mentionné plus haut, ces zones sont caractérisées par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, de pauvreté, de malnutrition et par des niveaux d'alphabétisation les plus bas du pays.
48. La population totale de ces départements est estimée, pour l'an 2000, à 1 512 500 habitants. Parmi ceux-ci, il y a environ 404 098 personnes extrêmement pauvres, dont 324 799 vivent dans des zones rurales.
49. Les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Dans les départements énumérés ci-dessus, on estime leur nombre à 158 654, dont 64 572 de ménages monoparentaux.
50. Selon les estimations, 20 pour cent des ménages ruraux ont accès à moins de 0,7 hectares, ce qui signifie que 414 425 personnes dans les sept départements identifiés comme vulnérables vivent sur moins de 0,7 hectares.
51. L'analyse réalisée pour le SSP a été menée au niveau départemental (la deuxième unité politico-administrative). L'analyse pour le programme de pays sera réalisée au niveau municipal et appuyée par les résultats d'une évaluation de terrain.

Identification des principaux secteurs d'assistance

52. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent SSP porte sur les objectifs 1, 2, 4, et 5: permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de faire face à leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes; permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation; atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature; et permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.



- 53. Permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de faire face à leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes.** Ces deux groupes sont considérés comme prioritaires, notamment dans les zones rurales, du fait des taux élevés de mortalité maternelle et infantile et de malnutrition. L'aide du PAM comporte la fourniture par le biais des centres communautaires et des centres de santé d'aliments mélangés enrichis et d'aliments de sevrage pour la production locale. De cette manière, l'aide alimentaire est associée à une meilleure connaissance des pratiques en matière de nutrition, d'hygiène, de développement du jeune enfant, de santé de la reproduction et de planification familiale. Dans les crèches communautaires, les nourrissons reçoivent des aliments de sevrage dans le cadre d'une assistance intégrée qui comporte le développement des habiletés motrices et des activités d'éveil du jeune enfant.
- 54. Permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.** Le programme d'alimentation scolaire sera poursuivi, en mettant l'accent sur les écoles primaires rurales à système de classe unique. Le niveau de cette aide diminuera progressivement à mesure que le gouvernement prendra le relais. L'éducation préscolaire sera encouragée, comme un moyen de garder les enfants dans les écoles primaires et d'accroître leur capacité d'acquisition des connaissances. L'aide du PAM continuera d'être axée sur les enfants dont les familles sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Cette aide comprend des aliments enrichis; elle permettra de réduire la faim à court terme et contribuera à réduire la disparité entre les sexes.
- 55. Atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature.** La population étant très vulnérable aux catastrophes naturelles, le PAM intensifiera ses activités vivres-contre-travail dans le domaine de la conservation des sols, des réseaux d'irrigation, du reboisement, etc., au titre de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles, afin d'aider en particulier les familles rurales. Cette stratégie complète le renforcement et le développement du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), une nouvelle unité au sein du Ministère de l'agriculture, qui doit définir et rassembler les données nécessaires pour faire une analyse approfondie de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. L'objectif final de l'ACV est d'appuyer le Gouvernement du Nicaragua dans ce processus jusqu'à ce qu'il assume la maîtrise du projet. Par ailleurs, un plan d'intervention du système des Nations Unies pour le Nicaragua sera établi en coopération avec l'OPS, le PNUD et l'UNICEF.
- 56. Permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.** La population cible comprend principalement les familles en situation grave de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire, qui travaillent de petites parcelles sur des sols fragiles et/ou dégradés avec des pluies irrégulières. Le PAM, dans le cadre d'activités vivres-contre-travail, aidera en priorité les femmes chefs de ménage à adopter des techniques permettant de restaurer les sols et d'améliorer l'environnement, ce qui réduira leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et augmentera la productivité de leurs terres. L'aide alimentaire sera associée à des activités de formation centrées sur la conservation des sols et des eaux, la préservation de l'environnement, les pratiques agricoles durables, la prévention et l'atténuation des catastrophes, et la participation communautaire, notamment les questions de parité entre hommes et femmes.

Modalités de l'aide et aspects opérationnels

- 57.** Le PAM encouragera la distribution directe de l'aide alimentaire aux bénéficiaires et, dans une moindre mesure, l'échange de produits. De plus, il encouragera l'achat dans le pays ou dans la région, des produits alimentaires de base locaux, ce qui permet d'aider les



petits producteurs, de réduire les coûts de logistique, et d'éviter les problèmes d'acceptabilité des aliments qui ne font pas normalement partie des habitudes de consommation de la population. Cependant, les aliments mélangés enrichis avec des micronutriments seront produits localement, ce qui demandera des espèces. L'échange de produits sera envisagé, si l'argent n'est pas disponible.

58. La stratégie et le programme du PAM (1998-2000) ont été examinés avec le gouvernement. Les projets 4515.01 et 4571.01 doivent se terminer fin 2001 et début 2002, respectivement. En 2001 chaque opération entamera un processus d'ajustement conformément aux modifications et aux nouvelles orientations définies dans le présent document.
59. En 2001, le projet 4515.01 démarrera un plan visant à réduire l'aide alimentaire scolaire dans certaines localités en transférant progressivement ces activités au gouvernement. Les ressources rendues disponibles du fait de ce transfert permettront de fournir une aide alimentaire aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants de moins de deux ans. Les activités du projet 4571.01 seront axées dans les mêmes zones, en coordonnant les efforts visant à fournir une aide avec les autres institutions des Nations Unies et les ONG.
60. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) est axée sur la prévention de catastrophes dans les zones affectées par la dégradation de l'environnement sur la base des enseignements acquis pendant les situations d'urgence créées par El Niño et le cyclone Mitch. Le plan d'intervention et les autres activités de planification aideront à assurer la disponibilité immédiate de vivres en cas de catastrophe. Les activités de conservation des sols et de reboisement, et des projets de mini-irrigation seront également réalisés afin d'atténuer l'impact de futures catastrophes.
61. Au niveau du gouvernement, le programme de décentralisation de l'exécution mis en œuvre avec succès se poursuivra; dans le cadre de ce programme le gouvernement affecte des lignes de crédit spécifiques aux ministères de contrepartie du projet du PAM. Avec l'aide consultative du PAM, celles-ci sont utilisées pour financer les unités d'exécution du gouvernement chargées de la planification, de la gestion, du suivi et de l'évaluation du projet.
62. Une aide ACV sera fournie au Comité d'urgence nationale, au Bureau du Vice-Président, et à la Défense civile afin de renforcer leurs capacités de planification préalable aux catastrophes et d'atténuation de celles-ci.

PARTENARIATS

63. Le PAM maintient des liens étroits avec les donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi qu'avec les ONG. Le PAM a pu ainsi fournir une aide aux populations les plus pauvres, la complétant par d'autres types d'intervention qui auraient été impossibles autrement. Le renforcement de ces liens contribuera à garantir la continuité de l'aide apportée à ces groupes par d'autres programmes. La collaboration avec les ONG sera élargie, notamment en ce qui concerne l'exécution conjointe des projets.
64. Le PAM continuera d'apporter un appui et de participer aux activités menées par les autres organisations des Nations Unies et par les ONG, en particulier dans les zones prioritaires qui ont été déterminées conjointement.
65. L'élaboration d'un bilan commun de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement contribuera à renforcer la coordination entre les institutions des Nations Unies, fournissant un effort concerté en matière de questions prioritaires. Les effets de



synergie les plus importants se manifesteront dans des domaines comme la nutrition des femmes et des enfants, l'éducation, la production agricole, l'environnement, la prévention et l'atténuation des catastrophes; ces domaines sont conformes aux priorités énoncées par le gouvernement dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté. La coopération devrait pouvoir être renforcée avec l'OPS, la FAO, le PNUD, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), sur les questions suivantes: environnement, prévention et atténuation des catastrophes, la préparation d'un plan d'intervention, production agricole, santé de la reproduction, nutrition, eau et assainissement.

66. Le PAM a établi des liens avec des projets financés par la Banque interaméricaine de développement, le *Ministerio de la Familia-Programa de Atención Integral a la Niñez Nicaragüense* (MIFAMILIA-PAININ) et le *Programa Socioambiental y de Desarrollo Forestal, Ministerio del Ambiente y Recursos Naturales* (POSAF-MARENA) et la Banque mondiale/*Ministerio de Educación Cultura y Deportes* (MECD-APRENDE). La continuité de ces projets au delà de 2002 est déjà assurée ou fait l'objet de négociation. Des liens importants ont été créés également avec des projets financés par le FIDA et l'Union européenne—*Trópico Seco-Instituto de Desarrollo Rural* (TROPISec-IDR).
67. Le PAM a noué des relations de travail avec plus de 50 ONG nationales et internationales. Les partenariats peuvent prendre la forme d'accords de collaboration directe ou de projets de coopération qui sous-traitent avec les ONG locales. Parmi les ONG internationales les plus connues, on peut citer le Service de secours catholique, CARE, *Save the Children*, *Auxilio Mundial* et ADRA. Les mémorandums d'accord signés avec les ONG sont conformes aux Engagements du PAM en faveur des femmes.
68. Le schéma de stratégie de pays a été examiné en étroite consultation avec les services gouvernementaux, les institutions des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, et les ONG nationales et internationales, dont les contributions et les remarques ont été prises en compte dans le présent document.

PRINCIPAUX PROBLEMES ET RISQUES

69. La *Stratégie de lutte contre la pauvreté* récemment approuvée et la *Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle* présentée le 16 octobre 2000, représentent des engagements importants de la part du gouvernement pour lutter contre la faim et la pauvreté au Nicaragua et fournissent au PAM un cadre plus rigoureux que dans le passé pour établir des priorités en ce qui concerne l'aide alimentaire.
70. L'économie du Nicaragua reste, cependant, dans une situation très précaire et manque de ressources pour investir dans des projets sociaux. Si cette situation ne s'améliore pas, et que le Nicaragua rejoignait, par exemple, le programme pour les pays pauvres très endettés, le gouvernement pourrait réduire son appui aux projets du PAM.
71. Au Nicaragua, le faible pouvoir d'achat et le manque d'accès à la terre des populations vulnérables constituent un obstacle majeur à la sécurité alimentaire. Ce faible pouvoir d'achat n'a pas d'influence sur le marché intérieur. De ce fait, une aide alimentaire correctement ciblée n'aura pas d'incidence sur le marché intérieur et contribuera à couvrir le déficit vivrier, ce que ces populations ne pourraient faire sans aide. L'aide alimentaire et le renforcement des capacités par la formation qui l'accompagne permettront d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire de ces populations.
72. Afin de garantir la durabilité des activités après la cessation de l'aide alimentaire, le PAM continuera à renforcer la coordination avec les organisations qui apportent une aide



complémentaire à celle du PAM. Comme par le passé, il sera essentiel que les ONG et les organisations locales et communautaires participent à ces activités. En dépit des capacités qu'ont ces organisations de mobiliser les populations cibles, certaines d'entre elles n'en ont pas moins encore des difficultés en matière d'exécution. Vu le rôle croissant que ces organisations auront à jouer dans la réalisation de ces activités, le PAM doit s'attacher à appuyer les initiatives visant à renforcer leurs capacités de gestion et d'exécution.

73. La grande vulnérabilité du Nicaragua aux catastrophes naturelles fait peser un risque constant sur les projets et les activités qui y sont entrepris.



ANNEXE I

NICARAGUA—INDICATEURS DE BASE

**TABLEAU 1: FÉCONDITÉ PAR RÉGION ET PAR ZONE 1993-1997
(nombre de naissances par femme)**

Région	Taux global
Boaco	4,7
Carazo	3,6
Chinandega	4,1
Chontales	3,9
Estelí	3,5
Granada	3,6
Jinotega	6,3
León	3,5
Madriz	4,7
Managua	3,0
Masaya	3,4
Matagalpa	4,8
Nueva Segovia	4,2
Région autonome atlantique nord (RAAN)	6,1
Région autonome atlantique sud (RAAS)	4,6
Río San Juan	5,6
Rivas	3,9
Zone	
Urbaine	3,1
Rurale	5,4

Source: Enquête démographique et sanitaire au Nicaragua, 1998, page 40, INEC, Managua, 1999.

**TABLEAU 2A: TAUX D'ANALPHABÉTISATION ET NOMBRE MOYEN
D'ANNÉES DE SCOLARISATION PAR ZONE, SEXE ET RÉGION
(enfants de plus de 10 ans)**

Années de scolarisation	Taux
Population générale	4,9
Hommes	4,8
Femmes	5,0
Région	
Managua	6,6
Pacifique urbaine	5,9
Pacifique rurale	5,7
Centre urbain	5,7
Centre rural	2,7
Atlantique urbaine	4,8
Atlantique rurale	2,1

Source: Rapport sur le développement humain pour le Nicaragua, Managua, PNUD, 2000, pages 52-53.



TABLEAU 2B: NIVEAU D'ALPHABÉTISATION DE LA POPULATION PAR RÉGION¹
(15 ans et plus)

Région	Population générale			Hommes			Femmes		
	Total	Nombre analpha-bêtes	% analpha-bêtes	Total	Nombre analpha-bêtes	% analpha-bêtes	Total	Nombre analpha-bêtes	% analpha-bêtes
Boaco	108 7	47 178	43,4	53 649	23 591	44,0	55 1	23 587	42,8
Carazo	122 2	27 264	22,3	60 082	13 338	22,2	62 1	13 927	22,4
Chinandega	281 7	74 606	26,5	139 038	38 751	28,0	142 7	35 855	25,1
Chontales	115 6	44 029	38,1	56 141	22 742	40,5	59 4	21 287	35,8
Estelí	143 4	36 011	25,1	69 573	19 412	28,0	73 8	16 599	22,5
Granada	126 9	29 378	23,1	61 778	14 407	23,3	65 1	14 970	23,0
Jinotega	198 8	93 545	47,0	99 886	48 007	48,1	98 9	45 538	46,0
León	275 065	66 685	24,2	133 737	34 570	25,9	141 3	32 115	22,7
Madriz	86 015	33 575	39,0	43 328	17 279	3,9	42 6	16 296	38,2
Managua	915 077	126 805	13,9	433 146	59 073	13,6	481 9	67 732	14,1
Masaya	196 991	43 544	22,1	96 097	20 248	21,1	100 8	23 295	23,1
Matagalpa	303 328	132 192	43,6	150 507	65 438	43,5	152 8	66 754	43,7
Nueva Segovia	117 788	43 441	36,9	58 725	22 066	37,6	59 0	21 375	36,2
RAAN	146 144	70 906	48,5	72 741	33 325	45,8	73 4	37 582	51,2
RAAS	207 973	104 360	50,2	104 267	52 788	50,6	103 7	51 572	49,7
Rio San Juan	53 215	24 953	46,9	27 730	13 200	47,6	25 4	11 752	46,1
Rivas	115 355	26 682	23,1	57 397	14 096	24,6	57 9	12 586	21,7
Total	3 514 630	1 024 631	29,2²	1 717 822	512 094	29,8²	1 7	512 537	28,5²

Région	Population rurale générale			Hommes			Femmes		
	Total	Nombre analpha-bêtes	% analpha-bêtes	Total	Nombre analpha-bêtes	% analpha-bêtes	Total	Nombre analpha-bêtes	% analpha-bêtes
Boaco	76 3	40 369	52,9	39 217	20 680	52,7	37 0	19 689	53,1
Carazo	50 9	16 682	32,7	26 138	8 595	32,9	24 8	8 088	32,6
Chinandega	114 6	44 911	39,2	59 169	24 455	41,3	55 4	20 456	36,9
Chontales	56 6	31 361	55,3	29 370	16 904	57,6	27 2	14 457	53,0
Estelí	65 5	24 235	37,0	33 967	13 858	40,8	31 5	10 377	32,8
Granada	46 3	17 192	37,1	23 786	8 794	37,0	22 5	8 398	37,2
Jinotega	159 0	86 033	54,1	81 843	44 588	54,5	77 2	41 448	53,7
León	120 088	44 153	36,8	61 419	23 999	39,1	58 6	20 154	34,3
Madriz	63 246	29 494	46,6	32 716	15 388	47,0	30 5	14 106	46,2
Managua	97 576	29 986	30,7	49 854	15 803	31,7	47 7	14 183	29,7
Masaya	82 924	25 609	30,9	41 558	12 400	29,8	41 3	13 209	31,9
Matagalpa	202 122	111 356	55,1	103 781	56 168	54,1	98 3	55 188	56,1
Nueva Segovia	63 462	30 197	47,6	32 944	15 727	47,7	30 5	14 470	47,4
RAAN	105 355	61 509	58,4	53 270	29 131	54,7	52 0	32 378	62,2
RAAS	126 545	80 127	63,3	65 272	41 124	63,0	61 2	39 004	63,7
Rio San Juan	41 388	21 872	52,8	21 990	11 666	53,0	19 3	10 206	52,6
Rivas	74 745	21 262	28,4	38 157	11 391	29,8	36 5	9 877	27,0
Total	1 547 045	716 094	46,3²	794 451	370 560	46,6²	758 5	345 531	45,9²

Elaboration de l'unité ACV basée sur le recensement de 1995, Population: caractéristiques relatives à l'éducation, Vol. II, Managua, INEC, 1997. Pourcentage de population de plus de six ans, par zone de résidence et niveau d'alphabétisation par région, sexe, groupe d'âge et table d'âge simple.

¹ La différence entre la population des deux sexes et la population rurale des deux sexes donne des informations sur la population urbaine. Les mêmes différences en ce qui concerne les colonnes de données sur les femmes donne des informations sur les hommes.

² Moyenne.



TABLEAU 3: MALNUTRITION INFANTILE (de 0 à 5 ans)¹

Région	Rapport taille/âge ²		Rapport poids/âge	Rapport poids/taille	Nombre d'enfants
	% avec -2 écarts types	% avec -3 écarts types	Pourcentage ³	Pourcentage ⁴	
Boaco	24,7	11,8	15,2	1,4	225
Carazo	24,2	7,7	8,0	1,3	200
Chinandega	25,7	9,7	15,9	2,6	573
Chontales	18,8	7,7	9,4	3,1	199
Estelí	22,7	8,0	9,3	1,3	278
Granada	21,7	7,1	11,6	1,5	187
Jinotega	36,3	14,3	21,9	2,8	498
León	22,1	7,7	14,3	3,2	497
Madriz	47,2	17,7	25,3	2,7	176
Managua	14,6	5,3	12,1	2,2	1 722
Masaya	24,6	7,4	7,9	1,7	336
Matagalpa	30,2	11,5	13,0	3,5	619
Nueva Segovia	31,8	12,3	13,8	2,2	260
RAAN	30,5	10,4	15,9	2,5	426
RAAS	23,0	9,2	11,4	3,8	302
Río San Juan	19,2	6,1	8,6	3,3	102
Rivas	15,4	4,3	11,1	3,3	190
Moyenne	25,5	9,3	13,2	2,5	5 068 (Total)
Zone					
Urbaine %	19,4	7,0	10,9	2,0	
Rurale %	32,2	11,7	15,9	3,0	

Source: Enquête démographique et sanitaire au Nicaragua 1998 (ENDESA), Managua, INEC.

¹ Chaque indicateur est exprimé en termes d'écart type à partir de la moyenne de la population internationale de référence, selon la recommandation du Centre national de statistiques sanitaires/CDC/OMS. Les enfants sont classés comme souffrant de malnutrition s'ils se situent deux ou plus écarts types (-2 écarts types) en dessous de la moyenne citée plus haut.

² Indique la malnutrition chronique.

³ Indicateur global de malnutrition: plus de 13 pour cent des enfants nicaraguayens souffrent de malnutrition.

⁴ Moins de trois pour cent des enfants souffrent de malnutrition aiguë.



**TABLEAU 4: MORTALITÉ INFANTILE ET POST-INFANTILE POUR
1 000 NAISSANCES VIVANTES, 1988-1997 (par région)**

Région	Mortalité ²			
	Néonatale	Post-néonatale	Infantile (0-1 an)	Infanto-juvénile (0-5 ans)
Boaco	24,0	26,3	50,3	58,3
Carazo	21,0 ¹	15,1 ¹	36,1 ¹	40,1 ¹
Chinandega	21,2	26,2	47,5	58,0
Chontales	36,8	38,4	75,2	80,4
Estelí	20,2	13,8	34,1	41,4
Granada	11,1	21,6	32,7	41,2
Jinotega	27,9	37,5	65,3	97,3
León	20,7	13,7	34,4	39,6
Madriz	13,0 ¹	16,2 ¹	29,2 ¹	42,8 ¹
Managua	18,9	21,6	40,5	46,7
Masaya	18,9	24,0	42,9	56,6
Matagalpa	20,4	27,6	48,1	64,4
Nueva Segovia	17,8	26,1	44,0	52,3
RAAN	19,9	41,8	61,6	81,3
RAAS	12,2	29,6	41,8	53,2
Río San Juan	18,0 ¹	17,7 ¹	35,7 ¹	42,4 ¹
Rivas	20,0 ¹	22,8 ¹	42,7 ¹	52,7 ¹
Moyenne nationale	20,1	24,7	44,8	55,8
Zone				
Urbain	17,7	22,3	40,0	48,8
Rurale	23,1	27,9	51,1	64,3

Source: INEC, Ministère de la santé et (ENDESA) 1998, Managua; INEC, 1999, page 126.

¹ Les taux sont basés sur moins de 500 cas; tous les autres taux sont basés sur des probabilités calculées pour des intervalles de plus de 500 cas (personnes exposées).

² La mortalité néonatale couvre la période entre la naissance et 29 jours; la mortalité post-néonatale couvre la période entre 29 jours et un an; le total de ces deux représente la mortalité infantile. La mortalité infanto-juvénile va de la naissance à cinq ans; la différence entre la mortalité infanto-juvénile et la mortalité infantile représente la mortalité post-infantile (un à quatre ans).



**TABLEAU 5: MORTALITÉ MATERNELLE PAR 100 000 NAISSANCES
VIVANTES, 1992-1999
(par région)**

Région	Année							
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 ¹
Boaco	38	33	0	0	31	98	89	190
Carazo	87	68	63	73	62	70	129	85
Chinandega	168	73	20	79	71	117	70	54
Chontales	101	141	55	215	272	188	141	213
Estelí	111	81	96	58	78	38	54	114
Granada	19	82	61	91	50	120	27	26
Jinotega	249	192	135	233	260	244	267	302
León	46	72	88	84	66	13	59	108
Madriz	58	56	212	125	87	95	29	29
Managua	69	63	45	38	62	66	49	36
Masaya	103	73	58	91	71	17	46	73
Matagalpa	127	230	205	169	179	167	188	223
Nueva Segovia	35	64	65	90	142	95	52	110
RAAN	63	115	283	335	421	274	236	292
RAAS	141	111	184	109	230	402	192	87
Río San Juan	74	59	70	63,6	137	376	61	354
Rivas	46	79	75	44,7	29	58	95	98
Taux national de mortalité maternelle²	91	98	88	105,7	125	121	106	125

Source: Rapport sur le développement humain pour le Nicaragua, Managua, PNUD, 2000, pages 157-158.

¹ Données provisoires.

² Nombre total de décès de femmes pendant la grossesse, l'accouchement ou la période puerpérale (décès obstétricaux directs et indirects basés sur la définition de l'OMS) par 100 000 naissances vivantes déclarées.



**TABLEAU 6: ACCÈS DES POPULATIONS URBAINES AUX RÉSEAUX
D'ASSAINISSEMENT, 1990-1999
(pourcentage)**

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
31,0	30,1	29,6	32,5	32,5	32,6	32,6	32,3	32,3	33,4

Source: Rapport sur le développement humain pour le Nicaragua, Managua, PNUD, 2000; page 154.

**ACCÈS DES POPULATIONS À L'EAU POTABLE, 1990-1999
(pourcentage)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Couverture nationale (pourcentage)	45,8	47,2	49,4	52,5	55,4	56,1	59,1	61,6	62,8	66,4
Couverture urbaine	74,0	74,0	75,9	78,8	82,5	80,8	82,4	86,9	88,3	88,5
Couverture rurale dispersée ¹	17,5	19,0	21,0	23,0	25,0	29,3	32,2	34,5	36,8	39,0

Source: Rapport sur le développement humain pour le Nicaragua, Managua, PNUD, 2000, page 154.

¹ Comprend formation à la construction de puits, petits aqueducs par gravité et collecte à la source, etc.

TABLEAU 7: CALENDRIER DES SEMIS ET DES RÉCOLTES DES CÉRÉALES DE BASE

Produit	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	jan.	fév	mars	avril
Maïs												
Premier cycle				20%	50%	30%						
Fin premier cycle						100%						
Second cycle							30%	40%	20%	10%		
Irrigué		50%	50%									
Haricots												
Premier cycle				20%	70%	10%						
Second cycle							30%	35%	35%			
Troisième cycle	10%										40%	50%
Riz												
Irrigué	50%	20%					30%					30%
								40%	30%			
Pluvial						40%	60%					

Semis

Récolte

Source: Secrétariat à l'action sociale, Nicaragua, 2000. Analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Annexe - graphique 6, selon les données fournies par le Groupe des statistiques du Ministère de l'agriculture et des forêts, 1998.



TABLEAU 8: PRODUCTION DES CÉRÉALES DE BASE, PAR RÉGION 1990/91—1998/99 (tonnes)

Région	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	Moyenne
Boaco	21 073,	25 166,	10 149,	32 691,	22 883,	45 594,	44 720,	41 907,	50 818,	32 778,
Carazo	8 690,	9 158,	5 052,	6 766,	5 138,	10 318,	10 861,	6 355,	5 458,	7 533,
Chinandega	19 637,	25 233,	34 910,	43 241,	32 383,	38 531,	52 603,	27 653,	16 307,	32 278,
Chontales	49 910,	63 523,	68 562,	125 212,	49 632,	69 614,	62 638,	57 194,	75 535,	69 091,
Estelí	23 938,	25 287,	29 319,	24 846,	33 410,	31 250,	23 976,	34 196,	21 040,	27 473,
Granada	32 607,	29 107,	30 097,	38 742,	27 415,	28 027,	39 576,	31 209,	29 472,	31 806,
Jinotega	46 050,	51 066,	43 136,	48 430,	82 822,	74 639,	66 171,	63 012,	66 895,	60 247,
León	23 279,	29 669,	39 413,	45 552,	33 208,	30 659,	41 706,	23 683,	16 062,	31 470,
Madriz	5 339,	4 472,	4 252,	2 442,	5 176,	7 009,	5 355,	7 316,	12 252,	5 957,
Managua	12 059,	15 162,	6 946,	22 263,	20 528,	16 154,	27 121,	21 306,	11 492,	17 004,
Masaya	18 552,	15 403,	12 194,	25 732,	11 229,	12 797,	15 098,	10 922,	9 529,	14 606,
Matagalpa	58 337,	66 983,	64 540,	73 054,	109 850,	120 956,	117 714,	116 538,	112 692,	93 407,
Nueva Segovia	25 636,	31 608,	37 235,	19 487,	34 471,	34 487,	28 808,	38 059,	34 269,	31 562,
RAAN	8 307,	14 720,	18 203,	21 820,	25 965,	40 583,	41 559,	47 130,	47 734,	29 558,
RAAS	7 754,	6 718,	20 549,	3 838,	8 256,	9 086,	5 605,	7 374,	24 927,	10 456,
Río San Juan	14 591,	14 488,	17 785,	21 325,	14 174,	20 164,	42 839,	36 814,	125 819,	34 222,
Rivas	19 782,	14 858,	13 989,	17 935,	12 543,	14 634,	33 982,	17 585,	12 266,	17 508,
Total (tonnes)	395 549,	442 627,	456 338,	573 384,	529 090,	604 510,0	660 337,	588 259,	672 576,	546 963,
Par habitant (kilogrammes)	103,5	112,4	112,6	137,3	123,1	136,6	145,2	125,9	140,0	126,3

Elaboration ACV à l'aide des données du Ministère de l'agriculture et des forêts, Département des statistiques, 2000 (données de production) et l'Institut du Nicaragua pour les statistiques et les recensements, INEC, pour les estimations de population.

Note: les céréales de base comprennent le maïs, les haricots, le riz et le sorgho.

TABLEAU 9: LIVRAISONS TOTALES D'AIDE ALIMENTAIRE ET LIVRAISONS DU PAM AU NICARAGUA EN TONNES PAR ANNÉE, OPÉRATION ET TONNAGE

Année	Programme	Projet	Urgence	Total par année	PAM total par année
1990	164 359	17 170	14 044	195 580	14 872
1991	96 769	12 930	0	109 704	3 275
1992	78 319	13 100	1 781	93 204	4 464
1993	59 849	17 480	0	77 335	5 272
1994	26 000	18 590	0	44 592	6 728
1995	26 569	17 600	0	44 172	7 999
1996	21 470	16 340	0	37 812	11 779
1997	7 000	14 550	1 000	22 557	4 550
1998	40 119	7 910	21 668	69 695	7 972
1999	15 000	69 850	113 839	198 695	39 260
Total	535 449	205 570	152 332	893 346	106 173

Source: Interfais, PAM, 2000.



**TABLEAU 10: AIDE ALIMENTAIRE TOTALE ET AIDE ALIMENTAIRE DU PAM AU NICARAGUA
EN TONNES PAR ANNÉE, PRODUIT ET EN POURCENTAGE**

Année	Total	PAM	PAM % du total	Riz	Riz PAM	Riz PAM %	Blé	Blé PAM	Blé PAM %	Haricots	Haricots PAM	Haricots PAM %	Maïs	Maïs PAM	Maïs PAM %
1990	195 57	14 87	7,6	38 20	2 330	6,1	86 62	4 479	5,2	9 520,0	1 540,0	16,2	61 22	6 522	10,7
1991	109 70	3 27	3,0	12 02	0,0	0,0	78 77	1 127	1,4	11 000,0	0,0	0,0	7 90	2 148	27,2
1992	903 20	4 46	4,8	7 41	464,8	6,3	80 55	3 395	4,2	2 985,0	120,0	4,0	2 24	484,0	21,6
1993	77 33	5 27	6,8	15 22	2 60	17,1	51 54	0,0	0,0	4 711,0	327,1	6,9	5 85	2 339	39,9
1994	44 59	6 72	15,1	7 7	2 59	33,5	9 30	0,0	0,0	4 545,0	1 934,0	42,6	22 97	2 195	9,6
1995	44 17	7 99	18,1	10 6	3 34	31,3	12 11	0,0	0,0	3 103,0	806,5	26,0	18 27	3 846	21,1
1996	37 81	11 77	31,2	2 40	720,0	29,9	31 46	10 000	31,8	199,1	199,1	100,0	3 73	860,0	23,0
1997	22 55	4 55	20,2	2 4	856,4	35,0	7 20	0,0	0,0	7 392,0	240,0	3,3	5 50	3 454	62,7
1998	69 69	7 97	11,4	11 82	4 07	34,4	39 01	0,0	0,0	1 450,0	641,0	44,2	17 40	3 258	18,7
1999	198 69	39 25	19,8	55 92	13 69	24,5	60 82	620,3	1,0	18 014,0	3 038,0	16,9	63 92	21 904	34,3
Total	893 34	106 17	11,9	163 92	30 69	18,7	457 44	19 622	4,3	62 920,	8 847,	14,1	209 05	47 012	22,5

Source: Interfais, PAM, 2000.



TABLEAU 11: PRODUCTION DE CULTURES COMMERCIALES 1990/99 (tonnes)

Région/année	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	Moyenne	% hausse
Boaco	904,6	881,2	615,3	697,6	719,9	1 083	836,4	1 309	964,25	890,3	6,6
Carazo	3 261	6 138	4 434	3 541	4 910	4 127	2 871	2 476	1 629	3 710	-50,1
Chinandega	308 479	357 042	217 401	159 141	172 979	202 446	273 781	224 349	242 754	239 819	-21,3
Chontales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
Estelí	1 913	1 856	1 684	1 721	1 601	2 559	3 410	3 403	1 899	2 229	-0,7
Granada	596,2	547,3	411,3	223,9	459,7	327,4	414,2	262,9	782,99	447,3	31,3
Jinotega	9 967	18 096	11 941	16 681	14 541	21 281	17 211	31 760	34 482	19 553	245,9
León	48 732	44 237	6 205	14 521	21 704	28 706	17 461	20 665	18 735	24 552	-61,6
Madriz	2 600	3 082	2 484	3 171	3 302	4 320	2 810	4 334	3 391	3 278	30,4
Managua	3 334	2 329	1 575	1 451	1 590	3 089	4 321	919,2	1 815	2 270	-45,6
Masaya	3 019	2 145	1 656	1 091	1 854	4 959	3 911	5 131	6 972	3 416	131,0
Matagalpa	6 492	11 621	7 639	10 711	9 336	13 663	20 211	18 030	18 148	12 873	179,6
Nueva Segovia	3 828	4 609	3 474	4 111	3 946	5 320	4 311	6 374	4 032	4 446	5,3
RAAN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
RAAS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
Río San Juan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
Rivas	345,0	385,1	259,3	27,2	0,9	525,58	803,1	902,0	1 312	506,8	280,5
Total (tonnes)	393 475	452 974	259 782	217 131	236 949	292 409	352 381	319 920	336 924	317 994	
Par habitant (kilogrammes)	102,9	115,0	64,1	52,0	55,1	66,1	77,5	68,4	70,2	74,6	

Elaboration ACV à l'aide des données du Ministère de l'agriculture, Département des statistiques, 2000 (données de production) et l'Institut du Nicaragua pour les statistiques et les recensements, INEC, pour les estimations de population

Note: Les cultures commerciales comprennent le café, le coton, le sésame, la canne à sucre, le tabac, les bananes, et les arachides.



**TABLEAU 12: CONSOMMATION MOYENNE PAR RÉGION, ZONE,
NOMBRE DE MÉNAGES ET POPULATION**

Région	Consommation (\$C)		Nbre de ménages		Population	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Boaco	3 271,1	6 603,	15 84	6 9	97 59	39 0
Carazo	4 238,3	7 012,	11 09	15 2	63 29	85 3
Chinandega	3 570,5	6 098,	24 74	35 9	146 21	202 3
Chontales	3 063,2	6 104,	10 67	13 4	67 82	75 6
Estelí	3 384,0	6 920,	13 58	17 4	80 68	92 8
Granada	3 733,9	6 583,	9 72	17 0	58 58	95 9
Jinotega	3 123,4	3 123,	30 36	8 1	196 35	45 6
León	3 497,2	6 811,	24 85	32 7	151 00	185 0
Madriz	3 016,9	5 394,	12 82	4 8	79 92	27 2
Managua	–	10 441,	–	202 1	–	1 0
Masaya	4 494,9	6 773,	17 65	24 1	103 56	137 4
Matagalpa	3 265,3	6 306,	42 52	21 6	260 55	121 7
Nueva Segovia	3 061,1	4 620,	14 93	12 2	92 34	69 3
RAAN	2 631,1	6 088,	20 98	8 4	130 48	50 8
RAAS	3 542,3	5 617,	25 33	17 4	167 80	102 5
Río San Juan	3 373,9	5 312,	8 95	2 5	55 02	14 7
Rivas	3 978,9	6 861	15 43	8 9	91 76	47 9
Total	55 246,0	106 671,	299 54	449 4	1 84	2 4
Moyenne	3 452,9	6 274,	17 62	26 4		

Source: Projet Mecovi 2000, Enquête nationale auprès des ménages pour mesurer le niveau de vie (EMNV 1998), Managua, INEC, 1999.



TABLEAU 13: ANALYSE DE LA PAUVRETÉ PAR RÉGION

Région	Population (recensement 1995)	Population rurale	Pauvreté rurale	Pauvreté rurale %	Extrême pauvreté rurale	Extrême pauvreté rurale %
Boaco	136 65	97 77	76 96	78,71	38 9	50,6
Carazo	148 62	63 78	41 62	65,26	14 8	35,7
Chinandega	348 55	146 65	111 37	75,94	46 6	41,9
Chontales	143 46	72 98	55 19	75,62	29 1	52,8
Esteli	173 50	81 42	61 72	75,81	28 4	46,1
Granada	154 50	58 98	42 06	71,31	16 4	39,0
Jinotega	242 00	209 13	156 72	74,94	82 5	52,7
Leon	336 01	151 37	112 96	74,63	45 5	40,3
Madriz	107 13	80 15	65 57	81,80	34 0	51,9
Managua	1 08	119 57	31 83	26,63	6 1	19,3
Masaya	240 98	103 80	64 13	61,78	20 7	32,3
Matagalpa	382 34	261 33	205 07	78,47	101 6	49,6
Nueva Segovia	161 74	81 46	75 10	92,19	37 6	50,1
RAAN	181 37	141 49	108 26	76,52	72 8	67,3
RAAS	270 32	168 85	126 29	74,80	63 5	50,3
Río San Juan	69 80	55 21	41 80	75,71	21 9	52,6
Rivas	139 74	92 26	63 76	69,11	23 8	37,4
Total	4 32	1 98	1 44	72,3	684 8	

Source: Projet Mecovi 2000, Carte de la pauvreté au Nicaragua. Managua, INEC, 2000.



ANNEXE II

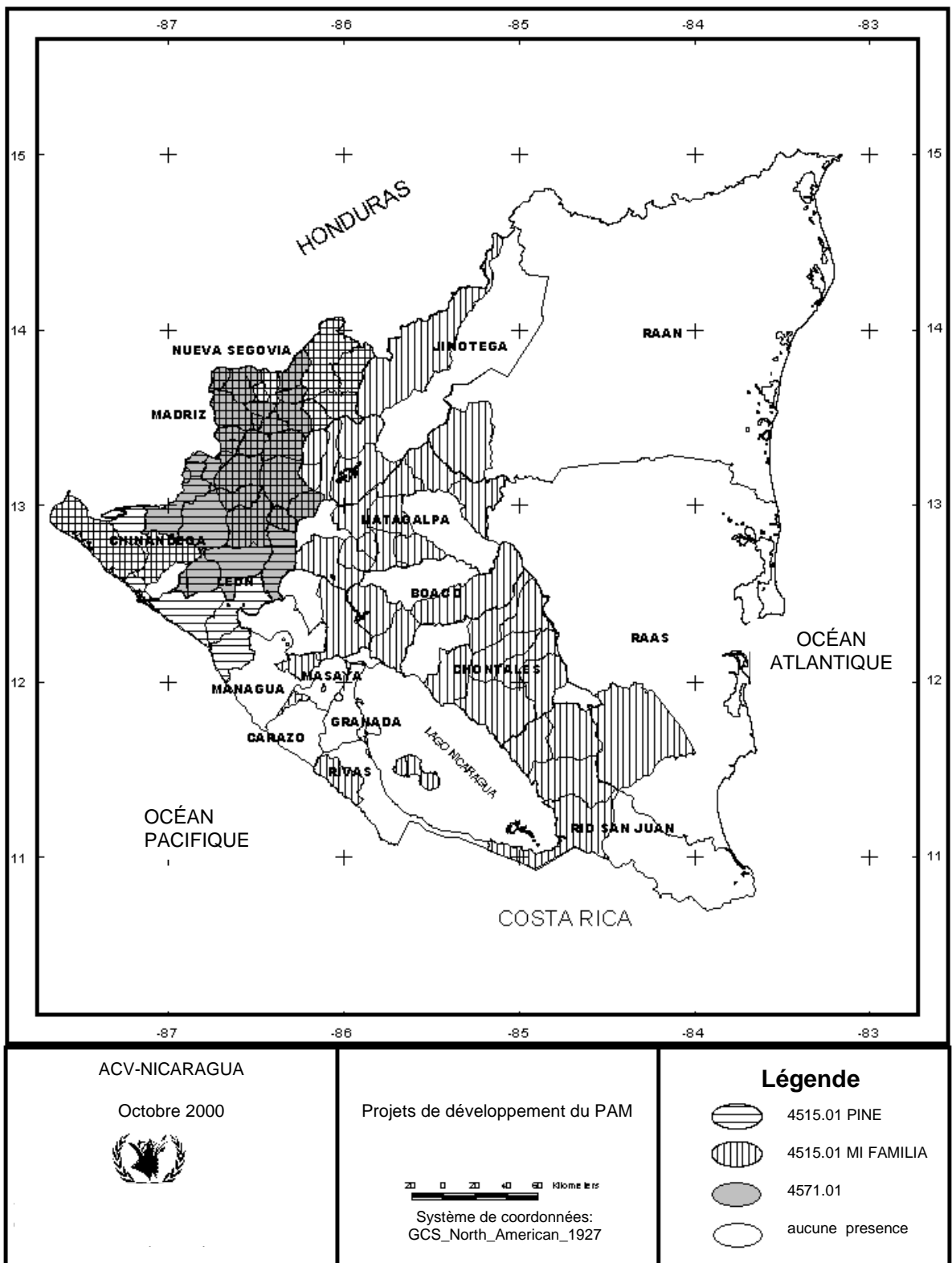
Carte 1: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Carte 2: Projets de développement du Programme alimentaire



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

mondial





LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
ADRA	Association adventiste de secours et de développement
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
FIDA	Fonds international du développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MECD-APRENDE	<i>Ministerio de Educación, Cultura y Deportes</i> (Ministère de l'éducation, de la culture et des sports)
MIFAMILIA-PAININ	<i>Ministerio de la Familia—Programa de Atención Integral a la Niñez Nicaragüense</i> (Ministère des affaires de la famille—Programme d'aide intégrée aux enfants du Nicaragua)
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POSAF-MARENA	<i>Programa Socioambiental y de Desarrollo Forestal—Ministerio del Ambiente y Recursos Naturales</i> (Programme socio-écologique et de développement des forêts—Ministère de l'environnement et des ressources naturelles)
RAAN	Région autonome atlantique nord
RAAS	Région autonome atlantique sud
SICIAV	Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
TROPISEC	<i>Trópico Seco—Instituto de Desarrollo Rural</i> (Institut pour le développement rural)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

